

PRODWARE

Société Anonyme au capital de 5 036 227,30 euros

45 quai de seine

75019 Paris

RCS Paris B 352 335 962

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

EXCELIA AUDIT

Société de commissariat aux comptes
21, rue de Crimée
75019 Paris

SOUSSAN & SOUSSAN

Société de commissariat aux comptes
39, rue Saint Ferdinand
75017 Paris

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Prodware S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2020

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Prodware SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note 2.3 « Titres de participation et autres titres » de la section « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation de la valeur d'inventaire des titres de participation détenus par votre société. Sur la base des informations qui nous ont été

communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie des filiales concernées, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles établies sous le contrôle de la direction générale. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas

d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'il estiment suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 22 avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

Excelia Audit

Représenté par Karène Zagoury



Soussan & Soussan

Représenté par David Soussan



BILAN ACTIF

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	116 501 662	68 638 799	47 862 863	52 541 817
Fonds commercial	26 276 007	345 681	25 930 326	25 930 326
Autres immobilisations incorporelles	9 789 800		9 789 800	7 090 000
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	152 567 469	68 984 480	83 582 989	85 562 143
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	10 687 389	9 434 690	1 252 699	2 220 987
Autres immobilisations corporelles	3 613 094	1 933 777	1 679 316	1 874 681
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	14 300 483	11 368 468	2 932 015	4 095 668
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	56 822 751	3 564 196	53 258 555	59 422 243
Créances rattachées à des participations	162 773 593	274 413	162 499 180	128 236 034
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 519 703		1 519 703	1 437 534
Autres immobilisations financières	330 011		330 011	338 809
TOTAL immobilisations financières :	221 446 057	3 838 609	217 607 448	189 434 620
ACTIF IMMOBILISÉ	388 314 009	84 191 556	304 122 453	279 092 431
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES D'EXPLOITATION				
Avances, acomptes versés sur commandes				56 184
Créances clients et comptes rattachés	11 519 853	1 270 071	10 249 782	10 338 380
Autres créances	10 085 129		10 085 129	9 922 861
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances d'exploitation :	21 604 983	1 270 071	20 334 911	20 317 425
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	6 151 804		6 151 804	10 291 877
Disponibilités	522 290		522 290	3 293 259
Charges constatées d'avance	1 717 460		1 717 460	765 626
TOTAL disponibilités et divers :	8 391 554		8 391 554	14 350 761
ACTIF CIRCULANT	29 996 537	1 270 071	28 726 465	34 668 186
Frais d'émission d'emprunts à étaler	3 425 895		3 425 895	4 863 208
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	421 736 440	85 461 627	336 274 813	318 623 826

BILAN PASSIF

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	5 036 227	5 036 227
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	48 105 903	48 105 903
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	533 036	533 036
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	111 218 268	103 130 466
Résultat de l'exercice	3 843 947	8 087 801
TOTAL situation nette :	168 737 382	164 893 434
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	168 737 382	164 893 434
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	685 332	711 329
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	685 332	711 329
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	121 221 825	116 446 965
Emprunts et dettes financières divers	112 005	534 532
TOTAL dettes financières :	121 333 830	116 981 497
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 804 873	10 449 583
Dettes fiscales et sociales	12 144 389	11 937 703
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 808 655	11 414 596
TOTAL dettes diverses :	42 757 916	33 801 882
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	2 760 353	2 235 683
DETTES	166 852 100	153 019 062
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	336 274 813	318 623 826

COMPTE DE RÉSULTAT (PREMIÈRE PARTIE)

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	59 069 362	27 618 054	86 687 416	103 347 392
Chiffres d'affaires nets	59 069 362	27 618 054	86 687 416	103 347 392
Production stockée				
Production immobilisée			9 232 600	9 622 600
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			419 728	1 595 712
Autres produits			257 435	1 952 686
			96 597 179	116 518 390
			PRODUITS D'EXPLOITATION	116 518 390
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			32 581 806	37 564 506
Variation de stock de marchandises				22 342
Achats de matières premières et autres approvisionnements			0	7
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			14 968 850	19 951 317
			47 550 656	57 538 172
			TOTAL charges externes :	57 538 172
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			1 575 611	1 985 265
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			21 476 237	24 976 323
Charges sociales			5 983 974	11 003 086
			27 460 211	35 979 408
			TOTAL charges de personnel :	35 979 408
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			13 985 120	13 915 383
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			41 926	247 871
Dotations aux provisions pour risques et charges				
			14 027 046	14 163 255
			TOTAL dotations d'exploitation :	14 163 255
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			128 556	1 026 828
			90 742 080	110 692 929
			CHARGES D'EXPLOITATION	110 692 929
			5 855 099	5 825 461
			RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5 825 461

COMPTE DE RÉSULTAT (DEUXIÈME PARTIE)

RUBRIQUES	Net (N)	Net (N-1)
	31/12/2020	31/12/2019
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5 855 099	5 825 461
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	1 649 665	1 338 884
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	50 776	181 362
Reprises sur provisions et transferts de charges	679 300	1 620 383
Différences positives de change	19 169	17 413
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	(293)	80 000
	2 398 616	3 238 042
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	3 838 609	679 300
Intérêts et charges assimilées	3 595 277	4 850 216
Différences négatives de change	31 813	19 314
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 220 293	1 124 591
	8 685 992	6 673 420
RÉSULTAT FINANCIER	(6 287 375)	(3 435 378)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(432 276)	2 390 083
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	37 767	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 897 290	204 126
Reprises sur provisions et transferts de charges	252 997	287 582
	4 188 054	491 708
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 168 656	982 022
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 453 579	25 000
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	227 000	369 997
	4 849 235	1 377 019
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(661 181)	(885 311)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(4 937 405)	(6 583 029)
TOTAL DES PRODUITS	103 183 849	120 248 140
TOTAL DES CHARGES	99 339 901	112 160 338
BÉNÉFICE OU PERTE	3 843 947	8 087 801

NOTES ANNEXES DES
COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

TABLE DES MATIÈRES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020

Note 1 : Événements significatifs de l'exercice	P.9
Note 2 : Règles et méthodes comptables	P.9
Note 3 : Événement postérieur à l'exercice	P.13
Note 4 : Immobilisations Incorporelles	P.14
Note 5 : Immobilisations Corporelles	P.15
Note 6 : Immobilisations Financières	P.15
Note 7 : Créances d'exploitation	P.16
Note 8 : Valeurs mobilières de placements	P.17
Note 9 : Comptes de régularisation ACTIF	P.17
Note 10 : Capitaux propres	P.18
Note 11 : Provisions pour risques et charges	P.19
Note 12 : Emprunts et Dettes financières	P.19
Note 13 : Dettes d'exploitation et autres dettes	P.20
Note 14 : Comptes de régularisation PASSIF	P.20

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Note 15 : Chiffre d'affaires	P.22
Note 16 : Autres produits d'exploitation	P.22
Note 17 : Résultat financier	P.23
Note 18 : Résultat exceptionnel	P.23
Note 19 : Impôts sur les bénéfices	P.24

AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

Note 20 : Effectifs	P.26
Note 21 : Rémunérations des mandataires sociaux	P.26
Note 22 : Engagements hors bilan	P.26
Note 23 : Éléments concernant les entreprises liées	P.27
Note 24 : Consolidation	P.28

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER
AU 31 DÉCEMBRE 2020



Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE



Durant une année perturbée par la crise de la Covid-19, Prodware a pu mesurer la résistance de son business model et accélérer sa propre transformation face aux nouveaux enjeux.

Cette crise a en effet été la source de nombreux enseignements et a notamment permis de mettre en exergue l'impératif de transformation digitale pour nombre d'entreprises.

La diversité de l'offre de services de Prodware, son large spectre de clients et, la pluralité de ses implantations géographiques ont permis d'atténuer les effets de la crise sur ses revenus, après des années de croissance continue et malgré une diminution d'environ 16% de l'activité.

Des mesures exceptionnelles de réduction de charges de personnel et de dépenses non stratégiques ont été engagées afin de tenir compte de la baisse d'activité, surtout au second trimestre, et du rééquilibrage nécessaire des ressources à l'accompagnement des clients.

Ces mesures se sont notamment concrétisées par :

- › un gel des embauches non programmées et non immédiatement nécessaires entre le mois de mars et la fin du troisième trimestre ;
- › la mise en œuvre du chômage partiel au second trimestre ;
- › l'absence de distribution de dividendes ;
- › une forte mobilisation des équipes grâce à la mise en place du télétravail et des outils collaboratifs.

La société n'a par ailleurs pas souhaité souscrire au Prêt Garanti de l'Etat français.

Par ailleurs, en adéquation avec son plan stratégique de recentrage sur les activités ou pays les plus profitables, Prodware a cédé sa filiale israélienne le 14 septembre 2020, étant précisé que le centre de Recherche et Développement de Prodware en Israël ainsi que le Scale Up 365x n'ont pas été cédés.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES



Les comptes annuels au 31 décembre 2020 ont été établis conformément aux méthodes admises en France. Les comptes ont été arrêtés suivant les dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologuées par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatifs au Plan Comptable Général et aux règlements suivants en vigueur ainsi qu'en fonction des normes spécifiques de la profession.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- › Continuité de l'exploitation ;
- › Indépendance des exercices ;
- › Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthodes, d'évaluation ou de présentation indiqués ci-après ;
- › et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Quant aux immobilisations incorporelles créées, elles sont évaluées conformément aux dispositions de l'article 321-17 du PCG.

› **Frais de conception des logiciels**

Les logiciels acquis ou créés pour l'usage interne de l'entreprise sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et sont amortis en fonction des capacités du logiciel à répondre aux besoins de la clientèle, soit 8 ans.

Les logiciels sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des logiciels correspondants.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur le mode linéaire, à compter de la mise en service, sur la durée prévue d'utilisation de 8 ans.

Ils sont immobilisés en conformité avec les règles édictées par le Conseil National de la Comptabilité qui propose l'inscription, à l'actif immobilisé, des frais de production de logiciels (les heures produites sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales), lorsque le projet a de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale, et lorsque l'entreprise a indiqué, concrètement, son intention de produire le logiciel concerné et de s'en servir durablement pour répondre aux besoins de sa clientèle.

Ces logiciels sont amortis suivant le mode linéaire sur une durée de 8 ans, dès leur mise en service.

Si les coûts de développement ne sont pas activés, le montant global des dépenses de recherche et des coûts de développement sont comptabilisés en charges de l'exercice.

› **Fonds commerciaux**

Les fonds commerciaux correspondent aux acquisitions réalisées par la Société ainsi qu'aux malis techniques dégagés lors des fusions et des transmissions universelles de patrimoine (TUP) réalisées au cours des exercices 2005 à 2014.

Selon les règles de comptabilisation du mali technique applicables aux exercices ouverts depuis le 1er janvier 2016, les malis techniques, qui étaient présentés dans le poste « fonds commercial » jusqu'au 31 décembre 2015, ne sont plus maintenus en fonds commerciaux mais ont été reclassés au bilan de l'entité absorbante:

- opération par opération ;

- en fonction soit des plus-values existantes à la date de la fusion (c'est-à-dire en fonction de l'affectation extracomptable réalisée à l'origine), soit des plus-values existantes au 1er janvier 2016.

Le solde du mali technique suit les règles en matière d'amortissement et de dépréciation : présomption de durée d'utilisation non limitée (PCG art 214-3), test de dépréciation annuel obligatoire si la présomption n'est pas réfutée, et interdiction de reprise de dépréciation (sous art 214-19 du PCG).

Pour les exercices ouverts depuis le 1er janvier 2016, un test de dépréciation (comparaison de la valeur comptable et de la valeur actuelle) a été réalisé, au moins une fois par exercice, pour les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur (PCG art. 214-15 modifié).

2.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Conformément à la réglementation comptable sur les actifs, l'entreprise a choisi d'incorporer les frais accessoires au coût d'acquisition des immobilisations corporelles.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de l'utilité estimée de chaque immobilisation. Les durées et modes d'amortissement retenus pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- › Matériels et outillages : 5 ans linéaire
- › Agencements et aménagements des constructions : 10 ans linéaire
- › Matériel de transport : 4 ans linéaire
- › Matériel de bureau et informatique : 1 à 5 ans linéaire
- › Mobilier : 5 à 10 ans linéaire

2.3. TITRES DE PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation représentent des investissements durables qui permettent d'établir avec la participation des relations d'affaires, d'assurer son contrôle, ou d'y exercer une influence notable. Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, cette valeur est, le cas échéant, diminuée d'une provision pour dépréciation destinée à la ramener à sa valeur d'utilité, appréciée en fonction d'évaluations basées sur l'évolution attendue des résultats et de l'intérêt économique et stratégique de la participation pour le groupe.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, la Société révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

2.4. STOCKS DE MARCHANDISES ET STOCKS D'EN COURS

Non significatif.

2.5. ÉVALUATION DES CRÉANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est enregistrée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et /ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées.

Les provisions pour dépréciation des clients sont alors déterminées en fonction de leur antériorité et des risques de non-recouvrement identifiés par la Direction Juridique et les conseils externes de Prodware SA.

Le solde des flux financiers entre Prodware et ses différentes filiales dans le cadre du développement de leur activité figurent en « créances rattachées à des participations » lorsque ce solde constitue une créance pour Prodware SA et en « emprunts et dettes financières divers », lorsque ce solde constitue une dette pour Prodware SA.

Le poste des créances clients représente le solde des opérations après les cessions de factures suivant un contrat de cession sans recours.

2.6. CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVISES

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice. La différence résultant de cette évaluation est inscrite en écart de conversion actif et/ou passif.

2.7. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITÉS

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur prix d'acquisition et sont dépréciées, le cas échéant, par référence à leur valeur boursière à la clôture de l'exercice, à l'exception des titres auto-détenus affectés à un plan d'acquisition d'actions destiné aux salariés de la société.

2.8. CAPITAUX PROPRES

La société a retenu la faculté de pouvoir imputer les frais liés aux augmentations de capital sur le poste Prime d'émission, dans le respect des dispositions applicables.

2.9. AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Les frais d'acquisition de titres de participation sont inclus dans le coût d'acquisition. Ces frais d'acquisition sont amortis selon le mode dérogatoire sur une période de 5 ans.

2.10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ces provisions sont enregistrées en conformité avec le règlement ANC n° 2014-03. Dans ce cadre, les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit de tiers et sans contrepartie pour Prodware SA. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

Prodware SA ne provisionne pas ses engagements relatifs aux avantages du personnel à long terme. Les engagements de retraite figurent en engagements hors bilan.

2.11. CONSTATATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

› Assistance technique, conseil et intégration

Le chiffre d'affaires de ces prestations est comptabilisé au fur et à mesure que le service est rendu. Le revenu est évalué en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

› **Ventes de licences et maintenance**

Les ventes de licences sont reconnues et comptabilisées lorsque les trois conditions suivantes sont remplies : il existe un accord, le produit est livré, le prix de vente est fixé.

Les produits relatifs aux contrats d'achat pour revente de licences et maintenance (droits d'utilisation annuels, D.U.A.) sont enregistrés dès leur facturation pour la totalité des produits qu'ils engendrent, sans prendre en compte de prorata temporis.

› **Prestations faisant l'objet d'un forfait**

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

› **Ventes de matériels et intégration de systèmes associés à des ventes de matériels**

Pour les ventes de matériels réalisées indépendamment de toutes prestations de services, le chiffre d'affaires est constaté lorsque le risque est transféré au client. Ce transfert a lieu à la livraison.

Pour l'intégration de systèmes associés à des ventes de matériels, la part de revenu relative aux matériels est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité inhabituel et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

La part du revenu relative aux prestations de services est enregistrée à l'avancement sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir.

2.12. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À L'EXERCICE

3

Si les campagnes de vaccination initiées partout en Europe doivent permettre d'endiguer la pandémie, la sévérité persistante de la crise sanitaire rend encore incertaine la sortie de crise.

Cette incertitude réduit la visibilité dans la conduite des affaires de la société et pourrait donc avoir des incidences, non mesurables à ce jour, sur les résultats 2021.

Cela étant, comme évoqué, la société reste confiante dans ses atouts et ses fondamentaux après avoir surmonté une année 2020 totalement inédite, avec résilience.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

4

> Variation des valeurs brutes, amortissements et provisions

Les immobilisations incorporelles comprennent les fonds commerciaux et les infrastructures logicielles acquis ou créés par l'entreprise.

Valeurs Brutes en K€	01/01/20	Augmentation	Apport ou transfert	Diminution	31/12/20
Concessions et Brevets	109 969	0	6 533		116 502
Fonds de Commerce	26 276				26 276
Immobilisation incorporelles en cours	7 090	9 232	-6 533		9 789
Total	143 335	9 232	0	0	152 567

Amortissements en K€	01/01/20	Augmentation	Apport	Diminution	31/12/20
Concessions et brevets	-57 427	-11 212			-68 639
Autres immobilisations	0				0
Total	-57 427	-11 212	-	-	-68 639

Dépréciations en K€	01/01/20	Augmentation	Reclassement	Diminution	31/12/20
Fonds de commerce	-345				-345
Total	-345	-		-	-345

Valeur Nette	85 563	-1 980	-	-	83 583
--------------	--------	--------	---	---	--------

> Fonds de commerce

Les fonds commerciaux correspondent aux acquisitions, minorées des cessions réalisées par la société ainsi qu'aux malis techniques dégagés lors des fusions et des transmissions universelles de patrimoine (TUP) réalisées au cours des exercices 2005 à 2014.

Le test de dépréciation effectué sur les fonds de commerce a conduit la société à ne pas constater de provision pour dépréciation, la valeur actuelle de ces fonds étant supérieure à leur valeur comptable.

En K€	31/12/20
Fonds de commerce acquis	26 276
Total	26 276

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

5

Valeurs brutes en K€	01/01/20	Augmentation	Diminution	31/12/20
Installations techniques, matériel et outillage	10 687			10 687
Agencements et installations	2 307	114		2 421
Matériel de transport	453			453
Matériel et mobilier de bureau	511	14		525
Matériel informatique	169	45		214
Autres immos corporelles	0			0
Total	14 127	173	0	14 300

Amortissements en K€	01/01/20	Augmentation	Diminution	31/12/20
Installations techniques, matériel et outillage	-8 466	-968		-9 434
Agencements et installations	-853	-213		-1 066
Matériel de transport	-231	-65		-296
Matériel et mobilier de bureau	-358	-53		-411
Matériel informatique	-124	-36		-160
Total	-10 031	-1 335	0	-11 368

Valeur Nette	4 096	-1 162	0	2 932
---------------------	--------------	---------------	----------	--------------

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

6

Le tableau des filiales et participations est détaillé dans la note 24 de cette annexe.

Valeurs brutes en K€	01/01/20	Augmentation	Diminution	31/12/20
Titres de Participation	59 422	589	-3 189	56 822
Créances rattachées à des participations	128 291	57 131	-22 648	162 774
Prêts	1 438	83	-1	1 520
Dépôts et Cautions	339	3	-12	330
Total	189 489	57 806	-25 850	221 446

Dépréciations en K€	01/01/20	Augmentation	Diminution	31/12/20
Titres de Participations	-	- 3 564		- 3 564
Créances sur Participations	-	- 274		- 274
Total	-	- 3 838	-	- 3 838

Valeur Nette	189 489	53 968	-25 850	217 608
---------------------	----------------	---------------	----------------	----------------

Il convient de noter que les variations sur les titres de participations concernent :

- › le complément de prix de cession versé dans le cadre de l'acquisition de la filiale AIGA ;
- › et la cession de la filiale israélienne.

La provision sur titres de participations concerne les titres de la filiale anglaise de Manchester.

La provision sur créances rattachées aux participations concerne la filiale du Luxembourg.

Dans le poste « Créances rattachées à des participations » sont comptabilisés les mouvements de trésorerie et les flux commerciaux. Il convient de noter que les variations des créances rattachées aux participations ne tiennent compte que des comptes courants débiteurs et non pas des comptes courants créditeurs, classés au passif.

CRÉANCES D'EXPLOITATION

En K€	31/12/20	A 1 an au plus	A plus d'un an	31/12/19
Fournisseurs débiteurs	60	60		56
Créances Clients et comptes ratt.	11 436	9 616	1 820	11 590
Créances Sociales	56	56		12
Créances Fiscales	5 806	726	5 080	7 928
Autres créances	4 163	2 140	2 023	1 983
Total	21 521	12 598	8 923	21 568

Dépréciation en K€	31/12/20	A 1 an au plus	A plus d'un an	31/12/19
Créances Clients	-1 270		-1 270	-1 251
Créances Sociales				
Total	-1 270	-	-1 270	-1 251

Valeur Nette	20 251	12 598	7 653	20 317
---------------------	---------------	---------------	--------------	---------------

Le poste créances clients représente le solde des opérations après cessions pour un montant de créances cédées de 3,7M€.

Depuis l'exercice clos au 31 décembre 2019, le recouvrement des créances ayant déjà fait l'objet d'une cession est comptabilisé en autres dettes et non plus en déduction des créances clients.

Pour information au 31 décembre 2020, le montant des créances cédés s'élève à 23,4 M€ (16,4 M€ au 31 décembre 2019) :

- › dont 19,7M€ qui ont été recouvrées à la clôture de l'exercice et figurent désormais en autres dettes (11,0M€ au 31 décembre 2019)
- › et 3,7 M€ en attente de recouvrement (5,4M€ au 31 décembre 2019).

Le montant des factures à établir, incluses dans les créances clients et comptes rattachés, s'élève à 1,6 M€ contre 3,4 M€ en 2019.

Les créances sur clients douteux sont classées en créances à plus d'un an pour 1,5 M€.

Le poste « créances fiscales » intègre la créance de crédit d'impôt recherche 2020 pour un montant de 5,08 M€. L'échéance a été placée à plus d'un an car la société a décidé de ne pas mobiliser cette créance.

Au poste « autres créances » figurent les retenues de garantie conservées par les organismes financiers qui ont pré-financé les créances de CICE et de crédit d'impôt recherche, jusqu'au CICE et CIR 2019 et jusqu'au remboursement opéré par le Trésor Public.

Dans ce poste figurent également le montant non financé des créances cédées, soit la somme de 1,17 M€ au 31 décembre 2020, les avoirs à recevoir des fournisseurs pour 60K€ ainsi que le montant restant à encaisser dans le cadre de la cession de la filiale israélienne, soit 0,8 M€.

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT ET TRÉSORERIE DISPONIBLE

En K€	31/12/20	A 1 an au plus	A plus d'un an	31/12/19
Sicav	6 152	6 152		10 971
Disponibilités	522	522		3 293
Total	6 674	6 674	-	14 264

En K€	01/01/20	Dotation	Reprise	31/12/20
Provisions valeurs mobilières	-679		-679	-
Total provisions valeurs mobilières	-679	-	-679	-

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de 6,15 M€ de Sicav de trésorerie. La trésorerie disponible s'élève à 0,5 M€ au 31.12.2020.

COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

> Charges constatées d'avance

Rubriques en K€	31/12/20	31/12/19
Charges constatées d'avance	1 717	766

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges d'exploitation engagées au cours de l'exercice et qui se rattachent à l'exercice suivant.

› Charges à répartir

	31/12/20	31/12/19	Variation
Frais d'émission des emprunts (VB)	9 582	9 582	0
Amortissements	-6 156	-4 718	-1 438
Valeur nette	3 426	4 864	-1 438

Les charges à répartir sur plusieurs exercices correspondent aux frais engagés lors de la souscription des emprunts obligataires.

Ces frais sont amortis sur la durée initiale des emprunts.

CAPITAUX PROPRES 10

Le capital social est composé au 31 décembre 2019 de 7 748 042 actions de 0,65€ de valeur nominale, dont 7 741 000 actions ordinaires A et 7 042 actions de préférence B.

Conformément aux statuts de la Société, certaines actions détiennent un droit de vote double. Ces actions sont au nombre de 1 501 756 au 31 décembre 2020, principalement détenues par les dirigeants de la société.

› Capital social

Rubriques en K€	01/01/19	Augmentation	Diminution	Dividendes	31/12/20
Capital Social	5 036				5 036
Prime d'émission	47 193				47 193
BSA	913				913
Réserve légale	533				533
Report à nouveau	103 130	8 088			111 218
Résultat 2019	8 088		-8 088		-
Résultat de l'exercice en cours		3 844			3 844
Provisions règlementées					-
Total	164 893	11 932	-8 088	-	168 737

Au 31 décembre 2020, le nombre d'actions détenues par la société dans le cadre du contrat de rachats d'actions s'élève à 404 621 actions contre 380 978 actions au 31 décembre 2019.

Aucune variation du poste capital social n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2020.

› Prime d'émission

Aucune variation de ce poste n'a été enregistrée en 2020.

› Instruments dilutifs

Le nombre de BSA émis, non exercés et non échus à ce jour s'élèvent à 1 969 300.

	31/12/2020
Résultat	3 843 947
Nombre moyen d'actions	7 343 421
Bénéfice net par action sur nombre moyen (euros)	0,52
Nombre d'actions potentielles	1 969 300
Nombre total d'actions potentielles	9 312 721
Résultat par action (après dilution potentielle)	0,41

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En K€	01/01/20	Dotation	Reprise	31/12/20
Provisions pour charges prud'hommales	711	227	-253	685
Provisions pour litiges				-
Total provisions pour risques	711	227	-253	685

Les reprises de provisions correspondent à des risques salariaux dénoués. Les dotations et reprises aux provisions pour risques salariaux sont comptabilisées en résultat exceptionnel.

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

L'ensemble des emprunts et dettes contractés par la Société se détaille de la manière suivante :

En K€	Montant Brut	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts Obligataires Convertibles				
Intérêts sur Emprunts oblig. Conv				
Autres emprunts obligataires				
Intérêts sur Autres Emprunts Oblig.				
Dettes auprès d'établissement de crédit	121 222	45 115	76 107	-
Dettes rattachées à des participations	112	112		
Total	121 334	45 227	76 107	-

› **Covenants financiers**

Les contrats d'emprunts bancaires comportent des clauses dites de défaut dont certaines sont liées au non respect de ratios calculés sur les données consolidées du groupe.

Tous les covenants sont respectés en date du 31 décembre 2020.

13 DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES

L'ensemble des dettes d'exploitation est à moins d'un an et se détaille comme suit :

En K€	31/12/20	Dont charges à payer 31/12/20	31/12/19
Avances et acomptes			
Dettes Fournisseurs	10 805	1 176	10 449
Dettes sociales et fiscales	12 144	3 244	11 938
Autres dettes	19 725*		11 415
Total	42 675	4 420	33 802

*19,7 M€ relatifs au contrat de cession de créances (cf note 7)

14 COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

› **Produits constatés d'avance**

Rubriques en K€	31/12/20	31/12/19
Produits constatés d'avance	2 760	2 236

Les produits constatés d'avance correspondent à des produits d'exploitation facturés au cours de l'exercice et qui se rattachent à l'exercice suivant.



NOTES SUR LE
COMPTE DE RESULTAT

15

CHIFFRE D'AFFAIRES

Activités en K€	31/12/20	%	31/12/19	%
Ventes de marchandises et de licences	42 324	49	49 217	48
Prestations de services	24 376	28	27 120	26
Refacturations et autres	19 987	23	27 010	26
Total	86 687	100	103 347	100

Décomposition du CA par zone Géographique	31/12/20	%	31/12/19	%
France	59 069	68	70 303	68
Export	27 618	32	33 044	32
Total	86 687	100	103 347	100

16

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Ce poste comprend notamment les éléments suivants :

- › 9 232 K€ de production immobilisée;
- › 23 K€ de reprises de dépréciation de créances douteuses;
- › 397 K€ de transferts de charges;
- › 257 K€ d'autres produits.

RÉSULTAT FINANCIER

Rubriques en K€	31/12/20	31/12/19
Revenus des créances ratt participation	1 650	1 339
Reprises sur provisions financières	679	1 620
Produits des cessions des VMP	0	80
Gain de change	19	17
Autres Produits financiers	51	182
Total produits financiers	2 399	3 238
Intérêts et charges assimilés	3 554	3 514
Dotation aux provisions financières	3 839	679
Charges de cessions VMP	1 220	1 125
Perte de change	32	19
Autres charges financières	41	1 336
Total charges financières	8 686	6 673
Résultat financier	-6 287	-3 435

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Rubriques en K€	31/12/20	31/12/19
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	38	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 897	204
Reprise sur provisions	253	288
Total produits exceptionnels	4 188	492
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 169	982
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 453	25
Dotation aux amortissements et provisions	227	370
Total charges exceptionnelles	4 849	1 377
Résultat exceptionnel	-661	-885

Les produits exceptionnels sur opérations en capital correspondent à la cession de la filiale israélienne. La reprise de provision correspond essentiellement aux dénouements de litiges salariaux.

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion sont principalement constituées des sommes versées dans le cadre des transactions et litiges salariaux, mais également aux honoraires liés aux recouvrements de certaines créances clients, à des pénalités et à une régularisation de cession sur exercices antérieurs.

19

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Rubriques En K€	31/12/20	31/12/19
Crédit Impôt Recherche	-5 080	-6 751
Impôt société	143	168
Total impôts	-4 937	-6 583

Le crédit d'impôt recherche correspond au crédit au titre de l'année 2020, soit 5.080 K€. Les honoraires relatifs à l'obtention de ce CIR sont classés dans la rubrique « Autres achats et charges externes » pour un montant de 203 K€.

L'impôt sur les sociétés dû au titre de 2020 s'élève à 143 K€.



AUTRES INFORMATIONS
SIGNIFICATIVES

EFFECTIFS

	2020	2019
Effectif à la clôture	407	492
Dont Cadres	327	374
Dont non Cadres	80	118

L'effectif moyen pour l'année 2020 ressort à 438 personnes.

RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

La rémunération totale des mandataires sociaux s'est élevée au titre de l'exercice 2020 à 671 999€, contre 905 117€ en 2019 :

	31/12/2020	31/12/2019
Nombre de personnes concernées	3	3
Rémunérations	671 999	905 117
Avantages à court terme		
Indemnité de fin de contrat de travail		
Rémunérations payées en actions		
TOTAL	671 999	905 117

L'un des mandataires bénéficie d'une indemnité de départ équivalente à 2 ans de salaire brut à la date de cessation de fonction selon délibération d'un conseil d'administration de 2003.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

› Engagements donnés et reçus (Aval, cautions et garanties) au 31 décembre 2020

Néant.

› Engagements sur contrats de locations de véhicules et matériels informatiques

Coût total du crédit-bail en K€		Total
TOTAL	4 063	4 063

Coût total des contrats de location en K€		Total
TOTAL	17 803	17 803

› Engagements en matière de nantissements

Nantissements de fonds de commerce donnés en contre partie d'emprunts	Montants (en K€)	Capital restant du (en K€)
Etablissement bancaires et financiers	111 000	69 166

› Autres engagements

La part des créances clients cédées s'élève à 23,4M€.

- › dont 19,7M€ qui ont été recouvrées et figurent désormais en autres dettes
- › et 3,7M€ en attente de recouvrement

› Indemnités départ à la retraite

La société n'a pas comptabilisé le montant de son engagement en matière de départ à la retraite.

Compte tenu de l'âge moyen peu élevé du personnel et du turn-over de l'entreprise, cet engagement représente 3 698 K€, déterminé selon les méthodes suivantes :

- › Convention collective du Syntec ;
- › Taux d'actualisation : 0,5 % ;
- › Age estimé de départ à la retraite : 66 ans pour les cadres, 64 ans pour les non cadres.

ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

En K€	Montant
Participations nettes de provisions	0
Dettes Fournisseurs	0
Dettes Clients	0
CA réalisés avec les entreprises liées	0
Achats HT réalisés près des entreprises liées	35

Conformément à la réglementation, ne sont pas détaillées les transactions réalisées avec les sociétés détenues en quasi-totalité.

Par ailleurs, les transactions réalisées avec les parties liées conclues à des conditions normales de marché ne sont de même pas reprises dans ce tableau.

24

CONSOLIDATION

Le Groupe Prodware est assujéti à une publication de comptes consolidés. Prodware SA est la société mère et la société consolidante de ce groupe.

La liste des filiales entrant dans le périmètre de la consolidation est détaillée ci-après.

En Euros	Mode de détention	Quote Part	Valeur brute titres	Valeur nette titres	Capital Social	Capitaux propres	CA HT de l'exercice	Résultat de l'exercice
Filiales détenues à 50% ou plus de manière directe et indirecte								
Prodware Belgium	directe	100,00%	5 955 013	5 955 013	3 000 000	2 517 161	5 446 873	-715 416
Prodware Deutschland	directe	100,00%	16 911 113	16 911 113	51 150	4 187 159	18 867 445	1 072 210
CKL Software (Deutschland)	indirecte	50,00%			100 000	1 877 447	3548225	1 315 630
AIGA (France)	directe	100,00%	314 000	314 000	30 000	-230 659	1 728 750	-248 211
Cap Lease (France)	directe	90,00%	332 778	332 778	40 000	310 888	2 631 636	34 481
Prodware Georgie	directe	100,00%	n/s	n/s	n/s	477 243	1 243 617	309 057
Prodware Luxembourg	indirecte	100,00%			232 500	-415 579	849 900	-366 958
Prodware Maroc	directe	66,20%	44 337	44 337	50 516	-49 233	1 155 132	8 319
Prodware Netherlands BV	directe	100,00%	19 348 140	19 348 140	878 000	1 992 121	15 658 882	-364 766
Prodware East Europe (Roumanie)	directe	100,00%	1 000	1 000	807	-37 810	95 609	-23 151
Prodware Spain	directe	100,00%	4 500 000	4 500 000	152 010	7 323 779	33 126 993	1 169 124
Retail Competence Center (Spain)	indirecte	75,00%			250 000	402 056	453 647	64 508
Prodware Tchequie	directe	100,00%			7 299	216 939	1 583 740	8 577
Prodware London limited (UK)	directe	100,00%	5 569 479	5 569 479	5 569 479	9 909 761	12 858 838	1 578 464
Prodware SE (UK)	indirecte	100,00%			n/s	4 478 256	18 105 877	3 716 972
Prodware UK Limited	directe	100,00%	3 846 890	282 694	1 891 676	-748 100	1 701 902	-307 609
Filiales détenues à moins de 50%								
néant								
			56 822 750	53 258 554				